

## Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

**Destinataire :** fitz-morris, James (SPAC/PSPC)  
**Envoyé le** 16 octobre 2020 à 21 h 15  
**Destinataire :** Zi-Ann Lum  
**Objet :** Objet : Correction, s.v.p.

Oui, vous pouvez mentionner mon nom comme source.

Je suis désolé si mes commentaires paraissent désobligeants, tout particulièrement en ce qui a trait aux questions liées à la TI. La semaine s'est avérée longue... (J'ai en fait cru qu'un de mes collègues me jouait un tour plus tôt cette semaine lorsqu'il m'a annoncé qu'il ne s'agissait que d'une semaine de quatre jours — j'ai effectivement oublié que lundi était le jour d'Action de grâces!)

Merci,  
James

Le 16 octobre 2020 à 21 h 02, Zi-Ann Lum

<[ziann.lum@huffpost.com](mailto:ziann.lum@huffpost.com)> a écrit : Bonjour,

Je ne cherchais pas à vous importuner en signalant les problèmes liés au site Web. J'ai demandé à certains de mes collègues répartis dans différentes régions du pays de vérifier les liens. Ils ont reçu le même message.

Merci de clarifier l'information qui m'avait été transmise. Seriez-vous d'accord si je mentionnais votre nom comme directeur des communications du ministre? J'aimerais obtenir votre avis dès que possible.

- Zi-Ann

Le vendredi 16 octobre 2020 à 20 h 08 fitz-morris, James (SPAC/PSPC) <[james.fitz-morris@canada.ca](mailto:james.fitz-morris@canada.ca)> a écrit :

**Bonsoir,**

**Premièrement, votre reportage ne mentionne toujours pas que presque tous les contrats ont été affichés depuis. Je vérifie régulièrement le site à partir de mon ordinateur portable et de mes téléphones et n'ai pas éprouvé de problèmes jusqu'à maintenant — cependant, j'apporterai le tout à l'attention à ma division de TI. Pour préciser — presque tous les anciens contrats ont été divulgués et sont affichés sur notre site Web ainsi que sur le site du gouvernement ouvert.**

**Les quelques exceptions sont limitées à trois produits particuliers, comme le mentionne le site Web : En raison de la concurrence élevée relativement à l'EPI et les autres fournitures, et agissant dans l'intérêt des Canadiens, SPAC doit protéger les noms des**

**fournisseurs de certains produits qui sont difficiles à obtenir, notamment les respirateurs N95, les gants et les écouvillons.**

James

Expéditrice : Zi-Ann Lum [<mailto:ziann.lum@huffpost.com>]

Envoyé le 16 octobre 2020, 16 h 45

Expéditeur : fitz-morris, James (SPAC/PSPC) <[james.fitz-morris@canada.ca](mailto:james.fitz-morris@canada.ca)>

Objet : Objet : Correction, s.v.p.

Bonjour James,

Je vous remercie pour votre message. J'ai tenté de vous joindre par téléphone afin d'obtenir des précisions sur certaines questions liées aux données, comme vous l'aviez soulevé. Les 32 contrats ont-ils été non divulgués en raison de l'équipement non normalisé qui a été invoqué?

La semaine dernière, j'ai envoyé une note de service au sous-ministre dans ma demande afin d'obtenir ses commentaires. Ma demande a depuis été réassignée à l'équipe des relations avec les médias. Ma note de service mentionnait que « la majorité des contrats que SPAC a mis en place incluait une exemption au titre de la sécurité nationale. » Je croyais que la mention de « à l'apparition de la pandémie du coronavirus » était claire, mais je peux désormais voir comment les deux premières lignes ont pu être mal interprétées. Celles-ci ont donc été rédigées au passé à des fins de clarté.

Voici les précisions que je recherche : En ce qui a trait à la réponse que j'ai reçue du Ministère (objet : « ...nous divulguons maintenant la majorité des renseignements liés aux contrats liés à la COVID-19 sur notre site Web, ainsi que dans le cadre des exigences normales de divulgation proactive) » cela a-t-il trait également aux nouveaux contrats? Les détails sur les premiers contrats mentionnés dans la note de service en mai ont-ils tous été divulgués de façon proactive?

Petit à côté : J'ai eu de la difficulté à parvenir à ouvrir ce site Web à partir d'appareils différents. Je souhaite vous aviser que si vous envoyez ce lien, plusieurs personnes seront incapables d'y accéder. J'ai reçu plusieurs messages d'avertissement de ce genre : « Ce site utilise des paramètres de sécurité désuets ».

Vous pouvez me joindre au 344-996-2251 si vous préférez discuter au téléphone.

- Zi-Ann

Le vendredi 16 octobre 2020 à 15 h 13, fitz-morris, James (SPAC/PSPC)  
<[james.fitz-morris@canada.ca](mailto:james.fitz-morris@canada.ca)> a écrit :

**Bonjour Zi-Ann,**

**J'ai lu votre reportage concernant la divulgation des contrats et j'ai de sérieuses préoccupations à soulever concernant le fait que cela ne reflète pas fidèlement les faits.**

**Vos deux premières lignes rédigées au présent indiquent que le gouvernement continue de retenir les contrats en question.**

**En fait, comme on l'a souligné dans la réponse que le ministère vous a fournie :**

« Cependant, l'environnement d'approvisionnement a évolué depuis [depuis que cette note de service a été rédigée]. .... Conformément à la nouvelle réalité et conformément à notre engagement à l'égard de la transparence, nous divulguons maintenant la majorité des renseignements sur les contrats liés à la COVID-19 sur notre page Web, ainsi que dans le cadre des exigences normales de divulgation proactive. Dans certains cas limités, certains détails du contrat ne peuvent pas être divulgués, par exemple pour protéger la confidentialité commerciale des fournisseurs. »

**Le site Web auquel on fait référence est le suivant :**

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/aic-scr/contrats-contracts-fra.html>

**Vous y verrez que sur les 244 contrats d'intervention liés à la COVID-19 que nous avons signés, seulement 32 ont été non divulgués pour protéger les chaînes d'approvisionnement. Dans tous les cas sauf deux, le produit et la valeur du contrat ont été divulgués.**

**Je ne fournirai pas de liens vers toutes les entrées individuelles, mais ces contrats ont été divulgués de façon proactive sur le site Web du gouvernement ouvert. La grande majorité d'entre elles figurent dans la liste de l'ASPC, car c'est l'organisme qui les a demandées.**

**Je ne suis pas d'accord non plus pour dire que la réponse de M. McKinnon est « vague ». Sans vouloir débattre de la validité de cette réponse, il s'agit d'une question dont le ministre et le sous-ministre ont déjà parlé à plusieurs reprises lors d'entrevues, d'audiences de comités et à la Chambre. Nous avons été très clairs à ce sujet pendant des mois.**

**Merci,**

**James**

**James Fitz-Morris**

**Directeur des communications / Director of Communications**

**Cabinet de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement / Office of the Minister of Public Services and Procurement**

[james.fitz-morris@canada.ca](mailto:james.fitz-morris@canada.ca)

Cell. : 613-698-2387

**ZI-ANN LUM**  
**Journaliste politique**  
**HUFFPOST CANADA**

[343 996-2251](tel:343-996-2251) / [@ziannlum](https://www.instagram.com/ziannlum)

1<image001.jpg  
>

**ZI-ANN LUM**  
**Journaliste politique**  
**HUFFPOST CANADA**  
[343 996-2251](tel:343-996-2251) / [@ziannlum](https://www.instagram.com/ziannlum)

ri-----